

MÉMOIRE EN RÉPONSE À L'AVIS DE LA MISSION RÉGIONALE D'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE ILE-DE-FRANCE SUR LE PROJET DE PCAET DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE

Éléments de réponse de la CACPB

MODALITÉS D'ASSOCIATION DU PUBLIC EN AMONT DU PROJET

Il est important de préciser, en préambule, que les modalités de concertation relatives à l'élaboration du PCAET ont été impactées par la crise sanitaire, qui a conduit à déployer des formats d'échanges différents et adaptés aux contraintes sanitaires. D'un point de vue global, la Communauté d'agglomération a souhaité, dans la démarche de concertation qui a été menée, ajuster les réflexions au contexte local et aux politiques locales déployées par le territoire.

Recommandation n°1

L'Autorité environnementale recommande d'expliquer les choix effectués lors de la consultation des parties prenantes pour construire les actions du PCAET en présentant les raisons pour lesquelles certaines contributions et propositions ont été adoptées ou rejetées par la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie.

Réponse de la CACPB

La concertation a permis de générer beaucoup d'échanges et d'aborder divers sujets, sur des thématiques variées, qui sont répertoriés et synthétisés, dans les grandes lignes ci-dessous :

BÂTI

Sensibilisation à la rénovation énergétique / Performance énergétique des logements / Déploiement d'expériences innovantes et de balades thermographiques / Valorisation des filières locales de matériaux énergétiques ou biosourcés / Lutte contre la précarité énergétique / Rénovation énergétique des bâtiments / Réduction des consommations énergétiques et de l'éclairage...

MOBILITÉ - TRANSPORTS

Déploiement des services de proximité et en itinérance / Facilitation du coworking et du télétravail / Multiplication des événements locaux en faveur de l'emploi / Accroissement de l'intermodalité à travers le transport à la demande, le renforcement des transports en commun, l'aménagement d'aires multimodales, la mise en place de stationnements vélos / Réduction des pollutions automobiles / Encouragement du covoiturage / Déploiement du réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques / Développement des liaisons douces et de l'usage du vélo / Promotion des déplacements et des circulations piétonnes / Réduction des déplacements liés au transport de marchandises...

AGRICULTURE - CONSOMMATION

Soutien aux exploitations vers des techniques plus respectueuses des sols / Protection des terres agricoles / Valorisation des bonnes pratiques et initiatives existantes / Promotion des producteurs locaux / Attention au reboisement et à la végétalisation / Développement des haies / Sensibilisation

à la biodiversité / Préservation de la ressource en eau / Accroissement de l'autonomie alimentaire / Développement et promotion des circuits courts / Facilitation du maraîchage / Gestion des déchets ménagers / Création de ressourceries...

ÉCONOMIE - DÉCHETS ET NOUVELLES ÉNERGIES

Mobilisation des entreprises et sensibilisation sur les sujets climatiques / Mise en œuvre d'audits et de bilans énergétiques / Contribution au développement de l'économie circulaire / Promotion du tourisme responsable et du tourisme vert / Démarche de création d'un Parc Naturel Régional / Lutte contre le gaspillage / Favorisation du réemploi et de la gestion des déchets / Développement des nouvelles énergies et sensibilisation / Développement du solaire thermique et photovoltaïque / Déploiement de la géothermie et de l'hydroélectricité / Développement de la méthanisation / Réflexion autour de la filière bois-énergie...

Ces éléments de précision pourront être ajoutés au bilan de la concertation afin de l'enrichir. À partir de ces différents échanges et contributions, la Communauté d'agglomération a opéré des choix et des priorités au regard de son champ d'actions, de ses compétences propres, des dynamiques à l'œuvre sur le territoire et des partenariats actifs, qui vont par ailleurs pouvoir s'accroître dans le cadre du PCAET. La stratégie et le plan d'actions ont été conçus dans cette même volonté de rester au plus près des réalités locales et des besoins du territoire.

QUALITÉ DU DOSSIER ET ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La Communauté d'agglomération a souhaité élaborer un plan d'actions servant de trame à la mise en œuvre opérationnelle du PCAET et à son appropriation sur le territoire. L'objectif reste de pouvoir passer rapidement à sa déclinaison ensuite, sur les années à venir, en définissant et déployant des priorités d'actions chaque année et en mettant en avant les initiatives locales. Le PCAET fera de toute façon l'objet d'un suivi permanent et d'une mise à jour régulière, en lien avec les partenaires associés à la démarche.

LE PROJET DE PCAET

Recommandation n°2

L'Autorité environnementale recommande d'intégrer dans le diagnostic ainsi que dans l'ensemble de l'étude d'impact les enjeux actuels et à venir relatifs à l'adaptation au changement climatique, en se basant sur les scénarios issus des travaux du Giec et leur conséquence pour le territoire français.

Réponse de la CACPB

Des éléments de contexte global relatifs au changement climatique et de prospective sont déjà intégrés au sein de l'EIE et ont été pris en compte dans l'élaboration du PCAET. La vulnérabilité du changement climatique est abordée au sein des documents transmis, sur plus d'une quinzaine de pages. En effet, la partie 1 du diagnostic comporte une partie dédiée à la vulnérabilité du territoire au changement climatique (des pages 78 à 92 précisément). De plus, la mise à jour du diagnostic nécessiterait de revoir l'ensemble de la procédure. À ce stade, la Communauté d'agglomération préfère privilégier le passage à l'action et à la concrétisation du PCAET sur son territoire. En revanche, ces éléments pourront être intégrés au moment de l'évaluation du PCAET.

Recommandation n°3

L'Autorité environnementale recommande de vérifier et harmoniser les données chiffrées concernant les consommations énergétiques par secteur entre le diagnostic et la stratégie.

Réponse de la CACPB

Les chiffres de la stratégie ont été arrondis par rapport à ceux du diagnostic. Ils ont été harmonisés en conséquence, en tenant compte de cette recommandation. Le diagramme de Sankey, figurant en page 16 du diagnostic et contenant des erreurs, a été également rectifié.

Recommandation n°4

L'Autorité environnementale recommande de :

- actualiser les données Energif utilisées afin de prendre en compte dans le PCAET les tendances sectorielles observées entre 2015 et 2019, notamment lorsque celles-ci témoignent d'un accroissement des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre comme c'est le cas pour les secteurs tertiaire et des transports routiers ;
- renforcer, en conséquence et de manière circonstanciée, la portée des actions du PCAET, afin de respecter les trajectoires associées aux objectifs stratégiques à horizon 2030.

Réponse de la CACPB

La réalisation du diagnostic a été validée en 2019 et s'appuie sur les données les plus récentes qui étaient disponibles à cette date, à savoir les données 2015. Le diagnostic représente une photographie à un instant T du territoire qui a servi de support pour établir le PCAET. Une fois le diagnostic validé, l'ensemble de la stratégie a été bâtie à partir de ces données pour traduire les objectifs correspondants pour les jalons 2030 et 2050. L'observatoire régional de l'énergie et des GES (le ROSE) a par ailleurs modifié ses méthodes de calcul en 2020/2021. Ces changements ont affecté les valeurs pour les secteurs « résidentiel » (à la baisse) et « tertiaire » (à la hausse) ainsi que pour le secteur « transport » (à la hausse). Sans reprendre le diagnostic, la consultation des dernières données du ROSE montre que les seuls secteurs ayant augmenté en matière de consommations énergétiques et de GES, entre 2015 et 2019, sont le tertiaire et l'industrie. La CACPB pourra ainsi exercer une vigilance accrue sur ces secteurs et renforcer les actions dédiées lors de ses exercices de programmation annuelle du PCAET. De surcroît, cet état de fait ne limite en rien les possibilités d'évaluation qui devront tenir compte des données les plus récentes (évaluation à mi-parcours et évaluation de fin de période du programme d'actions). Une mise à jour des données lors de l'exercice d'évaluation mi-parcours semble ainsi plus opportune.

Recommandation n°5

L'Autorité environnementale recommande d'appuyer l'analyse d'opportunité de mise en place d'une zone à faibles émissions mobilité (ZFE-m) sur une comparaison des valeurs de concentrations moyennes de polluants atmosphériques constatées sur le territoire avec les valeurs seuils fixées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Réponse de la CACPB

Cette remarque a suscité une réelle interrogation au regard des valeurs de référence généralement mobilisées pour mesurer les concentrations de polluants atmosphériques. En effet, les valeurs de l'OMS ne servent pas habituellement de support de référence, les analyses s'appuyant toujours prioritairement sur les données nationales qui prévalent sur les données mondiales. Par ailleurs, le plan air renforcé et l'analyse sur la qualité de l'air comprise dans le diagnostic (des pages 93 à 102) ne présentent pas de résultats inquiétants. Les concentrations respectent les valeurs des seuils réglementaires. De surcroît, la mise en œuvre d'une zone à faibles émissions mobilité (ZFE-m) ne semble pas constituer une mesure déterminante pour le territoire. En effet, il serait plus approprié, à l'échelle du territoire, de mettre en place, sur les unités urbaines de l'agglomération, des zones 30 ou apaisées.

Recommandation n°6

L'Autorité environnementale recommande de renforcer le caractère opérationnel du programme d'actions :

- par une définition d'objectifs chiffrés précis pour chaque action ou groupe d'actions, mesurant ses objets quantifiables et permettant de situer sa contribution effective par rapport aux objectifs opérationnels définis dans la stratégie ;
- en précisant les moyens humains alloués à chaque action ;
- par une budgétisation prévisionnelle des actions non évaluées, permettant de rendre compte des investissements globaux du PCAET pour chacun de ses axes d'actions ;
- par un calendrier prévisionnel de mise en œuvre des actions ;
- par l'identification, pour chaque action, des freins prévisibles et des facteurs de réussite, afin de définir les réponses à apporter ou les leviers à privilégier.

Réponse de la CACPB

La Communauté d'agglomération a voulu définir avant tout un document-cadre, synthétisant et consolidant son action en faveur de la lutte contre le changement climatique et de la préservation environnementale. Ce programme d'actions a vocation à servir de guide et de référentiel tout au long de la déclinaison du PCAET. La Communauté d'agglomération a ainsi souhaité arrêter son projet de PCAET afin de pouvoir passer plus rapidement à la phase de mise en œuvre du programme d'actions. C'est lors de cette phase et lorsque les actions seront mûres qu'un travail d'opérationnalisation sera réalisé. De plus, certaines actions nécessitent de passer par une phase d'étude préalable qui permettra de mieux connaître les potentiels et les modalités opérationnelles possibles. Dans cette perspective, la Communauté d'agglomération n'a pas souhaité bâtir dans l'immédiat de calendrier précis sur les six années du PCAET. Elle veillera à établir, année après année, le calendrier de mise en œuvre de son plan d'actions.

Recommandation n°7

L'Autorité environnementale recommande de compléter le dispositif de suivi et d'évaluation en définissant pour chaque action :

- des critères d'évaluation sur lesquels seront renseignés les indicateurs ;
- des modalités de recueil des données nécessaires au suivi ;
- des valeurs de référence et des valeurs cibles à atteindre pour les indicateurs quantitatifs ;
- des mesures correctives en cas de non atteinte des objectifs.

Réponse de la CACPB

Les informations sur les modalités de mise en œuvre et de suivi des actions sont renseignées dans l'outil de suivi du PCAET qui est joint à cette réponse. Celui-ci pourra être complété par des données de référence et les modalités de recueil. Les mesures correctives, si les objectifs ne sont pas atteints, pourront être définies au moment de l'évaluation mi-parcours selon les possibilités.

LES INSUFFISANCES DU PROJET DE PCAET

Recommandation n°8

L'Autorité environnementale recommande de compléter le programme d'actions afin qu'il corresponde à l'ensemble des enjeux et objectifs opérationnels de la stratégie, en particulier s'agissant d'agriculture, d'agroforesterie et du développement du covoiturage, en mobilisant en tant que de besoin l'ensemble des acteurs concernés.

Réponse de la CACPB

Le programme d'actions du PCAET comporte une fiche-action visant à valoriser les pratiques agricoles durables et à favoriser le développement des filières locales. Elle offrira un cadre d'échanges, au moment de la déclinaison opérationnelle du PCAET, pour bâtir des stratégies et actions partenariales en lien direct avec le monde agricole. La Communauté d'agglomération souhaite en effet travailler de manière partenariale et associée avec les agriculteurs, dans une logique d'accompagnement et de concertation. Les premiers échanges partenariaux et comités de pilotage de suivi pourront servir de cadre de réflexion pour enrichir et compléter le programme d'actions. Concernant plus spécifiquement le développement du covoiturage, il pourra être facilité par les différentes solutions multimodales et aménagements envisagés sur le territoire (pôles gares, aires multimodales...), en corrélation avec l'action n°19 du programme d'actions.

Recommandation n°9

L'Autorité environnementale recommande de formuler, action par action, les dispositions précises avec lesquelles les plans locaux d'urbanisme devront être compatibles et de présenter, dans un volet à part, l'ensemble de ces dispositions.

Réponse de la CACPB

Cette recommandation fera l'objet d'une des premières actions concrètes dans la mise en œuvre du PCAET. Un travail spécifique sera engagé, au sein du service Urbanisme de la Communauté d'agglomération, sur la compatibilité entre les actions du PCAET et la mise en œuvre des plans locaux d'urbanisme. Les dispositions précises avec lesquelles les PLU devront être compatibles pourront être précisées directement au sein des fiches-actions concernées ou dans un fascicule dédié annexé au PCAET. Par ailleurs, la Communauté d'agglomération s'est engagée dans une réflexion, depuis la finalisation du plan d'actions, pour décliner un PLUi à l'échelle de son territoire. Un agent en charge de la planification a ainsi été recruté au service Urbanisme et veillera attentivement à la déclinaison harmonieuse du PLUi dans le respect du PCAET.

Recommandation n°10

L'Autorité environnementale recommande :

- d'approfondir le diagnostic et l'analyse de l'état initial de l'environnement sur la question des inégalités environnementales de santé (multi-exposition aux nuisances et vulnérabilités aux risques sanitaires) ;
- de territorialiser les objectifs de la stratégie et ceux du plan air renforcé, pour mieux prendre en compte les spécificités et les inégalités environnementales sur le territoire ;
- de définir, en conséquence, des territoires prioritaires d'action.

Réponse de la CACPB

Une analyse de l'exposition des populations aux risques naturels et aux nuisances a été formalisée dans l'EIE et prise en compte dans l'élaboration du PCAET. En revanche, la mise à jour du diagnostic et de la stratégie nécessiterait de revoir l'ensemble de la procédure. Comme nous avons pu l'évoquer préalablement, la Communauté d'agglomération souhaite privilégier le passage à l'action et la mise en œuvre opérationnelle de son PCAET. L'évolution du diagnostic pourra être réalisée, dans cette perspective, au cours des travaux d'évaluation.

Recommandation n°11

L'Autorité environnementale recommande d'élargir la portée du PCAET en intégrant une action spécifique pour favoriser la mobilisation et la réhabilitation prioritaire des nombreux logements vacants sur le territoire, en fixant un objectif ambitieux afin de réduire l'impact de la construction neuve sur les sols et le climat.

Réponse de la CACPB

En parallèle de la finalisation du PCAET, la Communauté d'agglomération s'est engagée dans une démarche de formalisation d'un Plan Local de l'Habitat, qui a été finalisé en 2023. Le premier PLH de l'agglomération a pour ambition de rassembler les acteurs de l'habitat autour d'un projet commun visant à organiser des réponses concrètes aux problématiques du territoire : accompagner la rénovation énergétique, l'adaptation au vieillissement, l'accueil de nouveaux ménages dans les logements vacants... Élaboré pour six ans et en partenariat avec l'ensemble des acteurs de l'habitat, le Programme Local de l'Habitat (PLH) définit la stratégie de l'intercommunalité en matière d'habitat. Le PLH vise à répondre aux besoins en logements des ménages, à la fois quantitativement et qualitativement. Il porte à la fois sur le parc de logements, public et privé, ainsi que sur la gestion du parc existant et des constructions nouvelles. Il traitera également des besoins des populations dites spécifiques (ménages en grande précarité, personnes âgées, jeunes, gens du voyage, etc...). Les services de l'agglomération veilleront à la bonne cohérence entre le PLH et le PCAET dans leur déclinaison respective.

En complément de cette initiative, il est intéressant de souligner que les communes les plus denses et peuplées du territoire de l'agglomération (Coulommiers, La Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle) portent également une attention particulière aux logements vacants et à la réhabilitation des logements. La commune de Coulommiers est en effet retenue au titre du programme « Action Cœur de Ville » depuis 2018 et a initié, dans ce cadre, une OPAH-RU depuis mars 2023, se déployant sur le périmètre du centre-ville. Elle encourage la réhabilitation et l'embellissement du bâti par les propriétaires. La même dynamique de réflexion est enclenchée sur les communes de La Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle, toutes deux

lauréates du programme « Petites Villes de Demain ». Une étude pré-opérationnelle sur l'opportunité de décliner une OPAH vient en effet de s'achever. La Ville de Coulommiers a également mis en place, depuis 2019, le permis de louer à l'échelle de son centre-ville, préalable obligatoire à chaque mise en location. Ces démarches se retrouvent au cœur des fiches-actions n°2 et 3.

Recommandation n°12

L'Autorité environnementale recommande de :

- compléter la stratégie et le programme d'actions par des objectifs et des mesures favorisant la décarbonation de la logistique et du transport de marchandises ;
- présenter les principaux attendus du plan local de mobilité à élaborer ;
- de préciser les modalités opérationnelles de mise en œuvre du plan local de mobilité (action 10), concernant notamment la prise en compte de la logistique et du transport de marchandises et l'accompagnement des petites entreprises sur le sujet de la mobilité durable.

Réponse de la CACPB

Des mesures sont prévues dans la stratégie et le plan d'actions au sujet de la réduction des émissions liées au transport de marchandises et à l'accompagnement des entreprises dans l'utilisation des mobilités douces et décarbonées. Les chambres consulaires, avec lesquelles la Communauté d'agglomération développe déjà un partenariat actif, pourront être mobilisées à l'appui pour initier ces réflexions auprès des entreprises et artisans, dans le but de les informer et de les sensibiliser.

Ces mesures seront complétées par des objectifs plus opérationnels (organisation des livraisons, solutions logistiques alternatives...) au sein du Plan Local de Mobilité prévu par l'action 10. Ce document de planification a pour objectif de fixer les principes régissant l'organisation de la mobilité des personnes et du transport des marchandises, la circulation et le stationnement. La question de la logistique, du transport de marchandises, des plans de déplacements au sein des entreprises sera spécifiquement abordée dans ce cadre.

Recommandation n°13

L'Autorité environnementale recommande de :

- compléter la stratégie avec des objectifs de réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur de l'industrie sur la période 2015-2030 à l'instar des autres secteurs, puis à horizon 2050, en cohérence avec les objectifs nationaux ;
- prévoir des actions, en lien avec les acteurs de l'industrie sur le territoire, en matière de décarbonation, d'économie circulaire, d'efficacité et de sobriété énergétique dans le secteur industriel.

Réponse de la CACPB

Pour l'industrie, la marge de manœuvre se situe dans la sobriété, l'efficacité énergétique et la décarbonation de l'énergie. Des actions et axes stratégiques prévoient des mesures permettant la réduction des consommations et des émissions dans le secteur industriel notamment par l'accompagnement des entreprises vers la transition écologique et la communication des

dispositifs d'aide. Néanmoins, les leviers d'action dont dispose la Communauté d'agglomération sur ce secteur restent limités. De plus, la modification des axes de la stratégie nécessiterait de revoir l'ensemble de la procédure et le plan d'actions. L'évolution de la stratégie en ce sens pourra être réalisée au cours des travaux d'évaluation.

Recommandation n°14

L'Autorité environnementale recommande de développer, dans le résumé non technique, la présentation des actions du projet de PCAET ayant le plus d'incidences sur l'environnement, ainsi que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation associées aux incidences négatives identifiées.

Réponse de la CACPB

Une synthèse des actions ayant le plus d'incidences et les mesures Éviter, Réduire, Compenser associées ont été ajoutées au sein du résumé non technique de l'Évaluation Environnementale Stratégique (pages 40 à 42).

Recommandation n°15

L'Autorité environnementale recommande de présenter l'articulation du projet de PCAET avec les objectifs de l'article L. 100-4 du code de l'énergie ainsi qu'avec la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Réponse de la CACPB

Une présentation de l'articulation du PCAET avec les objectifs de l'article L. 100-4 du code de l'énergie ainsi qu'avec la programmation pluriannuelle de l'énergie a été ajoutée au rapport de l'Évaluation Environnementale Stratégique (pages 156 et 157). Le diagnostic, des pages 6 à 10 et les pages dédiées aux trajectoires énergie-climat, dans la stratégie, abordent déjà ce sujet.

Recommandation n°16

L'Autorité environnementale recommande de territorialiser l'approche des enjeux environnementaux et sanitaires résultant de l'analyse de l'état initial de l'environnement, conditionnant l'approche territoriale attendue des actions du PCAET.

Réponse de la CACPB

La Communauté d'agglomération souhaite simplement rappeler que la vulnérabilité du territoire au changement climatique a été étudiée dans le diagnostic dans la partie page 91, à travers une cartographie par commune des vulnérabilités au changement climatique. De surcroît, une analyse de l'exposition des populations aux nuisances et pollutions au sein de l'EIE et de la qualité de l'air a donné lieu, dans le diagnostic, à des cartographies permettant de spatialiser les enjeux. Ces éléments ont été pris en compte dans l'élaboration du PCAET. En revanche, la mise à jour de l'état initial de l'environnement nécessiterait de revoir l'ensemble de la procédure. Elle pourra être réalisée au cours des travaux d'évaluation et donnera lieu à une actualisation des actions en conséquence.

Recommandation n°17

L'Autorité environnementale recommande de justifier le niveau d'ambition et les scénarios retenus pour chaque thématique, en particulier s'agissant de l'ambition moindre retenue pour la thématique « Habitat et urbanisme », afin de mieux comprendre la stratégie et les objectifs globaux du PCAET.

Réponse de la CACPB

Des précisions sur la justification des niveaux d'ambition retenus au sein de la stratégie seront ajoutées au sein de l'Évaluation Environnementale Stratégique. Il est à noter que la Communauté d'agglomération a mis en place le service de rénovation énergétique (SURE), en partenariat avec Seine-et-Marne Environnement et le Département de Seine-et-Marne, depuis 2020, avant même la formalisation et l'arrêt du PCAET. Cette action constitue clairement une préfiguration du plan d'actions sur la thématique « Habitat et urbanisme ». Elle justifie le choix d'un scénario « Habitat et Urbanisme » s'inscrivant dans la continuité et la transition, opéré par les élus communautaires. Cette action produit d'ailleurs ses premiers fruits sur le territoire : une moyenne de 500 dossiers sont suivis chaque année depuis 2021. Le dispositif a été identifié par l'ensemble des communes de l'agglomération grâce à une communication élargie. Seine-et-Marne Environnement souhaite organiser, en complément, des balades thermiques dans plusieurs communes, en fin d'année, ainsi que des événements de sensibilisation auprès des particuliers, qui leur permettront notamment de rencontrer des artisans RGE du territoire.

Recommandation n°18

L'Autorité environnementale recommande d'approfondir l'analyse des incidences des actions du PCAET en les quantifiant et de démontrer l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et de renforcement proposées.

Réponse de la CACPB

À ce stade d'avancée du plan d'actions et de la démarche, la majorité des incidences négatives des actions évoquées ne sont pas encore quantifiables. L'application de mesures Éviter, Réduire, Compenser sera automatique, dans toute action engagée et l'analyse de leur efficacité pourra être intégrée dans les documents de suivi et l'évaluation qui sera réalisée à mi-parcours.

Recommandation n°19

L'Autorité environnementale recommande de fusionner les dispositifs de suivi et d'évaluation des actions du programme et des mesures d'évitement, réduction et compensation des incidences négatives du PCAET sur l'environnement.

Réponse de la CACPB

Le dispositif de suivi et d'évaluation des actions pourra être fusionné avec le dispositif de suivi des mesures Éviter, Réduire, Compenser au sein d'un même document.

LA PRISE EN COMPTE DES DISPOSITIFS NATIONAUX PAR LE PCAET

La Communauté d'agglomération souhaite s'inscrire, à l'échelle de son territoire et en tenant compte des potentialités locales, dans une démarche d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Elle sera attentive, dans chacune des actions menées et des compétences déployées, à respecter les objectifs nationaux en matière de transition énergétique, de qualité de l'air, de réduction des effets du changement climatique et de promotion des filières locales.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Recommandation n°20

L'Autorité environnementale recommande de rehausser les objectifs du PCAET concernant la réduction de la consommation énergétique dans le secteur tertiaire d'ici à 2030, en alignement avec les dispositions du décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019, et de mettre en place des actions détaillées avec un calendrier précis ainsi qu'une allocation claire des ressources pour en assurer leur mise en œuvre.

Réponse de la CACPB

La mise à jour des objectifs stratégiques nécessiterait de revoir l'ensemble de la procédure. La Communauté d'agglomération préfère privilégier le passage à l'action. Le rehaussement des objectifs pourra être réalisé au cours des travaux d'évaluation à mi-parcours et pourra donner lieu à une actualisation des actions en conséquence. Sur ce point, la CCI souhaite déjà développer, en 2024, une animation « Baisse les Watts » auprès des entreprises des zones d'activités du territoire. Le parc tertiaire et les entreprises constitueront en effet des acteurs privilégiés pour encourager la réduction des consommations énergétiques. Les objectifs pourront faire l'objet d'une définition conjointe dans ce sens, eu égard aux potentialités des entreprises et du secteur tertiaire.

Par ailleurs, les objectifs du "décret tertiaire" s'appliquent aux bâtiments de plus de 1 000 m² et la Communauté d'agglomération a engagé un audit, dans ce sens, qui contribuera à la formalisation d'un plan d'actions. Parallèlement, les communes sont en train de délibérer, pour celles qui le souhaitent et sur recommandation de l'État, sur l'identification de zones d'accélération des énergies (ZAER). Les zones d'activités du territoire ont été particulièrement ciblées : la zone d'activités de Sept-Sorts par exemple et celle de Coulommiers en particulier.

Recommandation n°21

L'Autorité environnementale recommande de détailler, à horizon 2030, les potentiels de développement nécessaires dans chaque filière de production d'énergie pour atteindre l'objectif de production de 30 % d'énergies renouvelables.

Réponse de la CACPB

Un tableau concernant les potentiels nécessaires pour chaque filière de production d'énergie à horizon 2030 a été ajouté au sein de la stratégie (page 11). Les communes ont parallèlement pu évaluer, grâce aux outils cartographiques proposés par l'État, leur potentiel selon les

différentes sources d'énergie. L'agglomération souhaite plus spécifiquement privilégier, sur son territoire, les énergies solaire et géothermique.

Recommandation n°22

L'Autorité environnementale recommande de compléter le programme d'actions en matière de schéma directeur des énergies et mobilisation du bois-énergie.

Réponse de la CACPB

La Communauté d'agglomération a souhaité arrêter son projet de PCAET afin de pouvoir passer plus rapidement à la phase de mise en œuvre du programme d'actions. Lors de cette phase, un travail d'opérationnalisation et de précision des actions concernant notamment la mobilisation de la filière bois-énergie et la formalisation d'un schéma directeur des énergies sera réalisé. De plus, ces actions nécessiteront très certainement de passer par une phase d'étude préalable afin de mieux connaître les potentiels et modalités opérationnelles possibles. Le développement et l'intensification de cette filière font également partie des sujets de réflexion abordés dans le cadre de la création du futur Parc Naturel Régional de la Brie et des Morins et de la rédaction de son projet de charte. Parallèlement, le Syndicat mixte pour la géothermie, compétent sur le territoire de Coulommiers, a engagé des démarches pour constituer un schéma directeur du développement de la géothermie, soutenu dans sa réalisation par l'ADEME. Par ailleurs, la Communauté d'agglomération a également initié un audit énergétique, en application du décret tertiaire, sur ses bâtiments de plus de 1000 m².

Recommandation n°23

L'Autorité environnementale recommande de renforcer les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur résidentiel d'ici à 2030, en alignement avec la stratégie nationale bas-carbone, en accentuant l'ambition des actions prévues ou en envisageant des mesures supplémentaires appropriées.

Réponse de la CACPB

La mise à jour des objectifs stratégiques nécessiterait de revoir l'ensemble de la procédure du PCAET. Le rehaussement des objectifs pourra être réalisé au cours des travaux d'évaluation à mi-parcours et pourra donner lieu à une actualisation des actions en conséquence.

Recommandation n°24

L'Autorité environnementale recommande de renforcer le programme d'actions en y intégrant des mesures concrètes permettant d'atteindre les objectifs de séquestration du carbone, en précisant les modalités de mise en œuvre des objectifs relatifs au développement de l'agroforesterie et à la préservation des forêts.

Réponse de la CACPB

Le programme d'actions prévoit plusieurs mesures permettant de préserver les milieux naturels, de limiter l'artificialisation des sols et de développer les structures végétales (continuités écologiques, espaces verts...). Par ailleurs, la Communauté d'agglomération a souhaité arrêter son projet de PCAET afin de pouvoir passer plus rapidement à la phase de mise en œuvre du programme d'actions. Le renforcement du programme d'actions en termes

d'objectifs de séquestration pourra être réalisé au moment de l'évaluation mi-parcours. De surcroît, ces sujets seront également abordés au cœur des actions partenariales et des dynamiques qui pourront s'enclencher, dans le cadre du PCAET, avec le monde agricole.

L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Recommandation n°25

L'Autorité environnementale recommande d'évaluer les effets de la pollution de l'air en termes d'inégalités de santé et d'exposition des publics sensibles et de proposer des mesures de réduction et de protection ciblées.

Réponse de la CACPB

Une analyse de la qualité de l'air a été réalisée au sein du diagnostic et a été prise en compte dans l'élaboration du PCAET. Aucun seuil en matière de qualité de l'air n'est dépassé sur le territoire. En revanche, la mise à jour des données sur cette thématique dans le diagnostic nécessiterait de revoir l'ensemble de la procédure. L'évolution du diagnostic pourra être réalisée au cours des travaux d'évaluation.

L'ADAPTATION AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Recommandation n°26

L'Autorité environnementale recommande de :

- faire de l'adaptation aux effets du changement climatique, un sujet à part entière du PCAET en complétant le diagnostic par une analyse des vulnérabilités climatiques locales et la définition d'une stratégie en la matière ;
- compléter le programme d'actions par des mesures visant à favoriser l'adaptation aux sécheresses, aux phénomènes d'îlots de chaleur urbain, à l'accroissement du risque de retrait-gonflement des argiles, au développement des espèces exotiques envahissantes et allergisantes, aux espèces animales nuisibles dont le moustique-tigre ;
- territorialiser les actions du programme en fonction de l'ensemble des enjeux soulevés en matière d'adaptation.

Réponse de la CACPB

Une analyse prospective des effets du changement climatique sur les thématiques environnementales a été réalisée au sein de l'EIE et prise en compte dans l'élaboration du PCAET, notamment lors de l'étude des incidences. En revanche, la mise à jour des données sur cette thématique dans le diagnostic nécessiterait de revoir l'ensemble de la procédure. L'évolution du diagnostic, de la stratégie et du plan d'actions pourra être réalisée au cours des travaux d'évaluation. De surcroît, le PCAET pourra servir de cadre pour relayer et valoriser les initiatives engagées dans chacune des communes du territoire de la Communauté d'agglomération. Nous savons déjà que les communes prennent individuellement des mesures pour lutter contre l'effet d'îlot de chaleur (avec la végétalisation des cœurs de ville par exemple à Coulommiers et La Ferté-sous-Jouarre) ou contre les risques environnementaux. Le PCAET pourra ainsi jouer ce rôle de centralisation des différentes initiatives et mesures engagées par les communes via des outils spécifiques qui seront collectivement définis.

L'ENGAGEMENT VERS LA SOBRIÉTÉ, LA PRODUCTION LOCALE ET L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Recommandation n°27

L'Autorité environnementale recommande :

- de diagnostiquer l'économie circulaire sur le territoire et ses potentialités de développement ;
- définir des objectifs opérationnels pour les actions relatives à la production locale et à l'économie circulaire.

Réponse de la CACPB

Des mesures concernant la réduction des quantités de déchets, leur réemploi et le développement de productions locales sont prévues par les axes stratégiques et le plan d'actions. En revanche, la mise à jour des données sur cette thématique dans le diagnostic nécessiterait de revoir l'ensemble de la procédure et pourrait ralentir le passage à l'action souhaité par la Communauté d'agglomération. L'évolution du diagnostic pourra être réalisée en conséquence au cours des travaux d'évaluation.

LES INCIDENCES ET LA MISE EN ŒUVRE DU PCAET

La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie veille, dans le cadre de ses compétences et les actions qu'elle mène au quotidien, à préserver les ressources de son territoire et à garantir une véritable qualité de vie pour ses habitants. Le territoire de l'agglomération défend en effet un positionnement visant à la fois à préserver son identité paysagère et à développer son attractivité. Ce positionnement s'articule avec l'ambition du futur Parc Naturel Régional qui vise à incarner une campagne remarquable en Ile-de-France et aux portes de Paris. Les atouts paysagers du territoire contribuent à offrir un cadre de vie privilégié aux habitants. Toute nouvelle action de la collectivité, en particulier celles qui figurent dans le programme d'actions du PCAET, vise à tenir compte de ce contexte géographique et de la préservation de l'environnement tant naturel qu'humain.

SANTÉ HUMAINE

Recommandation n°28

L'Autorité environnementale recommande de :

- associer les opérateurs du social et du sanitaire aux actions d'amélioration de l'efficacité énergétique des constructions et de lutte contre la précarité énergétique ;
- intégrer une approche sanitaire s'agissant des rénovations énergétiques des constructions, traitant notamment de la qualité de l'air intérieur et du confort hygrothermique.

Réponse de la CACPB

Les partenaires sociaux et médico-sociaux sont déjà associés sur ces thématiques. En effet, la Communauté d'agglomération travaille étroitement avec la Maison Départementale des Solidarités de Coulommiers sur plusieurs sujets. Les CCAS des communes investissent aussi ces

problématiques au quotidien et se rapprochent des partenaires sociaux pour accompagner les ménages en situation de précarité énergétique. De surcroît, dans le cadre du PCAET, ENEDIS propose la mise en place d'ateliers préventifs auxquels seront associés les acteurs sociaux. Par ailleurs, l'approche sanitaire fait partie intégrante de la démarche menée dans le cadre du SURE et du permis de louer sur Coulommiers. L'habitabilité et la lutte contre l'insalubrité constituent des objectifs recherchés de ces actions.

Recommandation n°29

L'Autorité environnementale recommande de préciser les impacts des différents projets routiers (déviations routières et gare routière) en termes de déplacements et de santé humaine (qualité de l'air, nuisances sonores) et de prendre des mesures d'évitement, le cas échéant de réduction, adaptées.

Réponse de la CACPB

Ces impacts et problématiques sont systématiquement étudiés lors de l'élaboration de ce type de projet. Une étude spécifique pour la déviation de l'agglomération columérienne dans l'intention de désengorger les cœurs de ville et d'améliorer la qualité de l'air a été menée. Inscrit dans le SDRIF en cours et dans le plan anti-bouchons de la région Ile-de-France, dans l'objectif de désenclaver les territoires situés au Nord Est de la Seine-et-Marne, le projet de contournement de Coulommiers / Mouroux est soutenu par le Département de Seine-et-Marne, qui a accepté de porter les études techniques de conception permettant de préciser la géométrie des voies, les ouvrages d'art, les impacts et le coût d'objectif. Une attention particulière à l'insertion paysagère a déjà été étudiée ainsi que la limitation de l'impact pour les riverains. Des concertations continueront à se poursuivre, dans le prolongement de celles qui ont déjà été engagées, avec l'ensemble des acteurs locaux, des élus locaux, du monde agricole, du monde économique et des riverains.

La Communauté d'agglomération s'engage en parallèle pour faciliter les modes de déplacements doux, en aménageant des aires multimodales et des espaces de stationnement vélos, en réalisant un schéma de déclinaison des liaisons douces pour l'ensemble des communes et en veillant au renforcement de la desserte en transports en commun. Une attention soutenue est également apportée à la végétalisation des nouveaux projets, dans l'objectif de garantir une bonne insertion paysagère.

CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS ET ARTIFICIALISATION

Recommandation n°30

L'Autorité environnementale recommande :

- d'analyser la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (rythme, territorialisation, répartition des flux par destinations) sur la période 2011-2022, à l'appui des données du portail de l'artificialisation des sols ;
- de définir des objectifs de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et de limitation d'artificialisation des sols, en vue de l'encadrement des documents d'urbanisme et des projets.

Réponse de la CACPB

L'analyse de la consommation d'espace a été réalisée au sein de l'EIE avec les données disponibles au moment de sa réalisation. La mise à jour des données nécessiterait de revoir l'ensemble de la procédure. Néanmoins, il sera possible, au cours de la démarche, de réévaluer les chiffres, en tenant compte des données les plus récentes (évaluation à mi-parcours et évaluation de fin de période du programme d'actions). Une mise à jour des données lors de l'exercice d'évaluation mi-parcours semble donc plus opportune. Un rapport d'artificialisation pourra en effet être réalisé à partir des données de la plateforme du ministère de la Transition écologique "Mon Diagnostic Artificialisation" qui permet de suivre la consommation des sols. Une attention sera apportée sur la réduction de l'artificialisation nette mais aussi sur l'évolution des potentiels de renaturation.

Il est intéressant de noter par ailleurs que la Communauté d'agglomération s'inscrit dans la volonté de la Région Ile-de-France de préserver ses espaces naturels, en maîtrisant l'urbanisation et l'artificialisation des sols. Cette volonté constitue d'ailleurs l'un des piliers du projet de territoire et s'exprime également à travers le projet de création d'un Parc Naturel Régional Brie et Deux Morin, que la CACPB souhaite voir retranscrit nominativement dans le SDRIF-E. Les actions 22, 23 et 24 du programme d'actions illustrent pleinement cette dynamique. De surcroît, pour atteindre ces objectifs, la Communauté d'agglomération a déjà renoncé à plusieurs zones d'artificialisation identifiées dans le SDRIF en cours, diminuant des deux tiers son potentiel à urbaniser dans le futur SDRIF-E. La réflexion engagée pour aboutir à la formalisation d'un PLUi viendra conforter, en complément, cette volonté.

MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITÉ

Recommandation n°31

L'Autorité environnementale recommande de formuler des objectifs opérationnels stratégiques et de mettre en place des actions spécifiques visant à assurer une protection des milieux naturels et de la biodiversité à l'échelle du territoire, notamment en ce qui concerne les trames vertes, bleues et noires, ainsi qu'à éviter précisément leur impact par les projets routiers et urbains.

Réponse de la CACPB

Des mesures stratégiques et au sein du plan d'actions sont prévues sur cette thématique. Elles pourront être déclinées lors de la mise en œuvre du programme d'actions. C'est lors de cette phase et lorsque les actions seront mûres qu'un travail d'opérationnalisation sera réalisé. Il est à noter que les projets routiers prennent déjà naturellement en compte le respect des trames vertes, bleues et noires. D'autre part, la dynamique de création d'un Parc Naturel Régional sur la quasi-totalité de l'agglomération répond pleinement à l'objectif de protection des milieux naturels et de la préservation de la biodiversité. L'élaboration de la charte, véritable action engageante pour le territoire, est en cours, pour une finalisation attendue en 2025. Elle permettra de fixer des priorités et des axes d'actions, qui pourront venir enrichir et compléter le programme d'actions du PCAET.

Recommandation n°32

L'Autorité environnementale recommande d'engager, au sein du programme d'actions, une déclinaison territoriale de la stratégie des schémas d'aménagement et de gestion de l'eau (Sage) et de la stratégie d'adaptation au changement climatique sur le bassin Seine-Normandie.

Réponse de la CACPB

Ces points d'attention sont naturellement pris en compte dans le cadre de l'activité du service Eau-Assainissement de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie. Cette compétence est obligatoire depuis 2020 pour les agglomérations. Elle travaille ainsi en lien étroit avec le SMAGE des Deux Morin, syndicat mixte fermé dont les deux compétences sont la mise en œuvre du SAGE des Deux Morin sur les bassins versants du Petit et Grand Morin et la GEMAPI sur le bassin versant du Grand Morin. Il a été créé le 1^{er} janvier 2018 pour assurer la mise en œuvre du SAGE des Deux Morin, approuvé le 21 octobre 2016. Le SMAGE a été reconnu en EPAGE pour le bassin versant du Grand Morin en mai 2021 par arrêté préfectoral. Le lien avec le bassin Seine-Normandie est nécessairement pris en compte dans ce cadre.